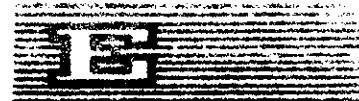




69849



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Distr. LIMITEE

E/ECA/TRANS/56
17 décembre 1987

Original: ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion intergouvernementale d'experts sur la mise
en valeur du bassin du fleuve Congo/Zaire

Kinshasa (Zaire), 12-17 novembre 1987

**RAPPORT DE LA REUNION INTERGOUVERNEMENTALE
D'EXPERTS SUR LA MISE EN VALEUR DU FLEUVE CONGO/ZAIRE**

(Kinshasa, Zaire, 12-17 novembre 1987)

TABLE DE MATIERE

	<u>Page</u>
A. Organisation.....	1
B. Participants.....	1
C. Ouverture de la réunion.....	1
D. Compte rendu des travaux	2
Resolution	11
Recommandations	13&14
Motion de remerciement	15
Projet de convention relative au statut du bassin fleuve Congo/Zaire	
ANNEXES 7.2.....	16
7.3	23

A. ORGANISATION

1. La réunion intergouvernementale d'experts sur l'aménagement du bassin du fleuve Congo/Zaire s'est tenue du 12 au 16 novembre 1987, à Kinshasa, à l'invitation du Gouvernement de la République du Zaire.

B. PARTICIPANTS

2. Ont participé à la réunion les représentants des Etats membres suivants de la Commission économique pour l'Afrique : Angola, Burundi, Congo, République centrafricaine, Rwanda, Zaire et Zambie.

3. Etaient également représentés les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies et les organisations intergouvernementales ci-après : Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale, l'Union africaine des chemins de fer (UAC) et Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC).

C. OUVERTURE DE LA REUNION

4. Ouvrant la séance le Secrétaire d'Etat aux transports et communications de la République du Zaire a souhaité aux participants la bienvenue et un agréable séjour à Kinshasa.

5. Il a indiqué que le Zaire attache beaucoup d'intérêt à toutes les initiatives et actions visant à concrétiser le renforcement de l'unité des Etats africains, et que l'intégration économique est un des facteurs de l'unité.

6. Dans ce domaine d'intégration économique, le bassin du fleuve Zaire constitue un facteur providentiel pour lancer une coopération régionale viable susceptible de servir de modèle à d'autres régions de l'Afrique.

7. Il a ensuite indiqué que les pays de la sous-région de l'Afrique centrale, se référant au Plan d'action de Lagos, au plan d'action de Mar del Plata sur les ressources en eau, et à la Décennie des transports et des communications en Afrique, ont exprimé en 1978, à Bangui, la volonté de lancer une coopération régionale basée sur l'aménagement et l'exploitation du bassin du fleuve Zaire, et que les présentes assises constituent un pas important vers la concrétisation de cette volonté.

8. Il a enfin demandé aux experts d'apprécier les diverses recommandations formulées dans les rapports de la CEA, en vue de mettre en oeuvre une organisation intergouvernementale et l'exploitation du bassin du fleuve Zaire.

9. Le Chef de la Division des transports, des communications et du tourisme de la CEA, a, au nom du Secrétaire exécutif, M. Adebayo Adedeji, empêché, remercié le Conseil Exécutif et, en particulier, le Département des transports et communications pour avoir abrité et mis à la disposition de la réunion des facilités nécessaires à la bonne marche de cette rencontre.

10. Il a ensuite rappelé brièvement l'histoire du projet qui a abouti à l'organisation de la présente rencontre à savoir : la réunion africaine sur les problèmes de mise en valeur des ressources en eau de 1976 qui a recommandé la réalisation d'études conjointes sur les fleuves et les lacs internationaux; la résolution 308/13 de la Conférence des ministres de la CEA, qui a demandé à la CEA de prendre des mesures nécessaires à la réalisation des études, et enfin la Conférence de Mar del Plata sur l'eau, tenue en mars 1977 et la réunion intergouvernementale des organisations de mise en valeur des fleuves internationaux tenue en 1981 à Dakar, qui ont recommandé la mise sur pied de mécanismes de coopération pour l'aménagement des fleuves et des lacs internationaux.
11. Il a indiqué que la Commission tripartite composée du Congo, de la République centrafricaine et du Zaïre s'était réunie à Bangui en juillet 1978 et avait demandé à la CEA de réaliser une étude, en vue de créer une commission mixte couvrant le bassin du fleuve Congo/Zaïre. C'est le rapport de cette étude entreprise entre octobre 1983 et mars 1984 qui constitue le principal point de l'ordre du jour de la présente réunion.
12. Il a, par ailleurs, indiqué que l'organisation projetée doit assurer l'aménagement et la gestion coordonnés et harmonieux de tous les aspects du potentiel du fleuve.
13. Il a terminé, en exprimant l'espoir que cette réunion arrêtera les mesures nécessaires à la création d'une organisation intergouvernementale du bassin du fleuve Congo/Zaïre. Pour ce faire, il a demandé aux participants de tirer profit de l'expérience de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG), de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), de la Commission du bassin du lac Tchad et de l'Organisation du bassin de la Kagera (OBK).

D. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (point 2 de l'ordre du jour)

14. Les participants ont adopté l'ordre du jour suivant:
- Ouverture de la réunion.
 - Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
 - Election du bureau.
 - Présentation de l'Etude sur la création d'une organisation intergouvernementale pour l'aménagement et l'exploitation du bassin du fleuve.
 - Identification des principaux projets de transport de transit et de communication permettant de désenclaver le bassin.
 - Identification de projets prioritaires de gestion des ressources en eau et stabilisation des niveaux du Lac Tanganyika.
 - Mise en en valeur et exploitation des ressources énergétiques du bassin.
 - Domaines industriels prioritaires devant bénéficier d'une promotion multinationale commune.

- Développement de la pêche dans le bassin du Congo/Zaire.
- Examen des recommandations et adoption du rapport.
- Clôture de la réunion.

Organisation des travaux

15. Les participants ont adopté les horaires ci-après:

Matin 9 heures - 13 heures.

Après-midi 15 heures - 18 heures.

Election du bureau (point 3 de l'ordre du jour)

16. Les participants ont élu le bureau suivant:

- | | | |
|---|----------------|--------|
| - | Président | Zaire |
| - | Vice-Président | Zambie |
| - | Rapporteur | Congo |

Présentation du document ECA/TRANS/43 sur la création d'une Organisation inter-gouvernementale sur l'Aménagement et l'Exploitation du Bassin du Fleuve Congo/Zaire (point 4 de l'ordre du jour).

17. Présentant ce document, un représentant du Secrétariat a informé la réunion que cette étude avait été réalisée par la CEA en 1984 suite à une demande faite par les Gouvernements congolais, zairois et centrafricain au cours d'une réunion tripartite tenue en juillet 1978 à Bangui. Il a indiqué que l'étude couvrait le Statut actuel du bassin ainsi que les organisations existant dans les pays directement intéressés par l'aménagement du fleuve et de ses affluents.

18. Il a également souligné les recommandations contenues dans le rapport, relatives aux actions et aux projets nécessaires au désenclavement du bassin. En ce qui concerne l'aménagement du bassin, il a décrit les activités entreprises par les différents Etats membres du bassin, notamment les projets d'aménagement, et les diverses décisions prises.

19. Il a été ensuite demandé aux participants de bien étudier les annexes du document, qui serviront de base à l'exploitation rationnelle des ressources du bassin. Il s'agit plus précisément du projet de Convention relative au statut du fleuve Congo/Zaire (annexe 7.2.) et de la Convention sur la création de l'Autorité pour l'aménagement du bassin du fleuve (annexe 7.3.).

20. Les autres annexes du document portent sur des rapports et fiches de projets intéressant le Congo, la République centrafricaine, le Zaire et la Zambie ainsi que les conventions internationales en vigueur, à savoir l'Acte de Berlin du 16 février 1885, la Déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890 et la Convention de Saint-Germain-en-Laye du 10 septembre 1919.

21. Au cours des discussions qui ont suivi, la délégation du Zaïre a demandé à savoir la relation entre l'organisation projetée et les organisations existantes déjà dans les Etats membres du bassin. Un représentant du secrétariat a répondu qu'il était d'abord plus important d'avoir les observations sur la substance du rapport, d'autant plus que la question soulevée trouverait sa réponse à la fin de la réunion.

22. Le représentant du Congo a estimé que d'une manière générale la partie du rapport traitant des projets ne devrait pas poser de problèmes, surtout si tous les détails relatifs aux conventions sont effectivement réglés.

23. Après un long débat sur la question de savoir s'il fallait accorder plus de temps à l'étude du document, la réunion a finalement décidé que les annexes 7.2. et 7.3, qui avaient été étudiées et amendées par les délégations congolaise et centrafricaine seraient modifiées comme proposé. Après quelques échanges de vues, la réunion a décidé qu'il serait tenu compte des amendements proposés et que les annexes ainsi modifiées seraient distribuées en vue d'une discussion plus approfondie le 16 novembre, ce qui donnerait assez de temps aux autres participants pour étudier le document. Le secrétariat et la délégation congolaise ont été chargés de la mise au point finale du texte des deux annexes.

Identification de principaux projets de transports de transit et de communications permettant de désenclaver le Bassin (point 5 de l'ordre du jour)

24. Présentant le document TRANSCOM/137, un représentant du secrétariat a indiqué que l'élaboration dudit document a été basée sur l'étude examinée au titre du point 4 de l'ordre du jour. Il a indiqué dans son introduction que ce document insistait sur la nécessité pour les Etats membres de s'entendre sur les domaines de coopération et les actions à entreprendre pour le développement des réseaux de transport du bassin.

25. Il a ensuite analysé, mode par mode, la situation des transports dans le bassin et cité les projets en cours d'exécution dans certains Etats membres. En ce qui concerne le désenclavement du bassin, il a estimé que cette question devait être examinée à deux niveaux: d'une part au niveau du désenclavement du bassin dans son ensemble et d'autre part à celui du désenclavement des différents Etats membres sans façade maritime. Le secrétariat a en outre attiré l'attention des participants sur les recommandations ci-dessus:

- Faire l'inventaire des projets et études en cours dans le bassin et dresser une liste des projets prioritaires que l'Organisation du bassin contribuera à promouvoir. Parmi ces projets, devront figurer les projets entrepris par des groupes d'Etats riverains dans le cadre d'Organisations telles que la CEPGL, la ZEP, l'OBK, l'UAC etc., ainsi que les projets de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.
- Accorder un ordre de priorité élevé aux projets qui intéressent les Etats membres et pour lesquels des études de faisabilité ont été réalisées, puis entreprendre dans les meilleurs délais leur réalisation. A cet égard, on peut citer les projets de transport suivants:

i) L'aménagement général de l'Oubangui, en commençant par le redimensionnement du site de Mobaye pour en faire un projet régional à but multiple;

ii) L'aménagement de la Sangha en commençant par la prospection de sites de réservoir dans la Haute-Sangha, dans le but d'améliorer la navigabilité du fleuve;

iii) La stabilisation des niveaux du lac Tanganyika, en commençant par l'étude de l'aménagement de la Lukuga, depuis le lac jusqu'au confluent avec le Lualaba, en vue de son calibrage pour différents débits de pointe et l'étude des possibilités et coûts d'adaptation des ports lacustres à différentes tranches de marnage.

28. Evaluer la nécessité de développer le transport aérien dans le bassin dans le cadre de la Déclaration de Mbabane sur le transport aérien en Afrique. Cette évaluation devrait permettre d'identifier les investissements économiques et les arrangements institutionnels qui devront accompagner ce développement. On prendra également en compte les activités conjointes prévues par certains Etats riverains, notamment dans le cadre de la CEPGL.

29. Accorder un ordre de priorité élevé à l'entretien et à la remise en état des infrastructures nationales et internationales, notamment fluviales, ferroviaires, routières, aériennes et maritimes. Une attention particulière devra être réservée aux axes de désenclavement des Etats riverains sans façade maritime.

30. L'Organisation du bassin devra mettre en place un organe exécutif permanent placé sous l'autorité du Conseil des ministres des transports et des communications et chargé de suivre la mise en application des décisions prises par les autorités supérieures de l'Organisation du bassin.

31. Au cours des discussions qui ont suivi, la délégation zairoise a apporté des précisions sur la graphie correcte des noms des cours d'eau et des terminaux ferroviaires. Le représentant de l'UAC a demandé que son organisation figure parmi celles dont les projets seront inclus dans l'inventaire par les Etats membres des études et projets en cours dans le bassin. Cette proposition a été acceptée.

32. La délégation zairoise a informé la réunion que le projet d'électrification de la voie ferrée Matadi-Kinshasa avait été momentanément différé, mais que le renforcement de la voie se poursuivait.

33. Pour ce qui est de l'aménagement de la Sangha, un membre de la délégation congolaise a indiqué qu'un projet expérimental a été mené à bien avec l'aide de la Banque mondiale (constructions de différents barrages avec recherche et mise au point des technologies appropriées). Le Service commun d'entretien des voies navigables (SCEVN) assure actuellement l'observation et le suivi des résultats, et les travaux de renforcement des barrages qui s'avèrent nécessaires pour leur stabilisation (problème essentiel actuellement). La construction d'un nouveau barrage est prévue en 1988, et ce n'est qu'après examen des résultats définitifs qu'une extension du projet à l'ensemble de la rivière pourrait être envisagée si ces résultats s'avèrent probants.

34. La délégation zairoise a informé la réunion que les travaux étaient en cours concernant l'extension des ports de Kinshasa, de Matadi, l'équipement de l'ONATRA et la modernisation du réseau fluvial.

35. Le Secrétariat de la CEA a informé la réunion, que des pourparlers sont en cours pour ce qui est du pont entre Brazzaville et Kinshasa, et de la régulation de l'Oubangui par barrage réservoir à Mobaye.

Il a en outre demandé des éclaircissements sur le pont Brazzaville-Kinshasa qui est très important pour la route transafricaine Lagos-Mombassa.

36. La délégation congolaise a répondu qu'une décision avait été prise concernant l'emplacement du point et qu'une réunion d'experts était prévue pour décembre 1987. Il a ajouté que la question du financement du projet par la CEE pourrait être à nouveau évoquée au cours de la réunion de la prochaine grande Commission mixte Congo/Zaire de décembre 1987.

37. Elle a en outre informé la réunion que l'exécution du projet d'électrification de la voie ferrée Brazzaville-Pointe-Noire a été suspendue faute de crédits mais que le renforcement de la voie serait entrepris. La construction d'un terminal à conteneurs avait été également suspendue.

Identification de projets prioritaires d'aménagement des ressources en eau et stabilisation des niveaux du lac Tanganyika (point 6 de l'ordre du jour)

38. Présentant le document TRANSCOM/148, un membre du secrétariat a indiqué les projets à mener par les Etats riverains.

39. Le premier projet porte sur la conservation et la gestion des ressources en eau et sera précédé d'une évaluation des incidences sur l'environnement pour s'assurer que les effets négatifs sont réduits au minimum, voire éliminés.

Le deuxième projet porte sur la nécessité de dresser l'inventaire des projets et programmes en cours d'exécution dans les Etats membres, ce qui facilitera les fonctions de gestion, de planification, de coordination et d'harmonisation de la future organisation du bassin.

41. Le troisième projet concerne l'évaluation des ressources en eau, instrument indispensable de la planification d'un développement intégré. Plusieurs données étant incomplètes ou peu fiables, il importe d'installer, de gérer et d'entretenir des réseaux hydrométéorologiques et de procéder à la collecte, à l'analyse et au classement systématique des données. A cet égard, on pouvait compter sur l'assistance technique des institutions spécialisées des Nations Unies telles que l'OMM et l'UNESCO.

42. Le quatrième projet, qui est l'un des plus importants, porte sur la stabilisation des niveaux du lac Tanganyika. Le projet comporte différents volets, notamment l'étude hydrographique de la Lukuga; le bilan hydrique du bassin des lacs Tanganyika et Kivu; l'étude des installations portuaires et la détermination du coût des travaux de génie civil, l'étude de faisabilité du barrage sur la Lukuga, la construction de ce barrage et, enfin, l'amélioration des installations portuaires et l'élaboration de règles de fonctionnement. Au titre de la phase préparatoire, une assistance pourrait être obtenue de la CEA et du PNUD.

43. La présentation de ce point n'a été suivie d'aucun débat.

Mise en valeur et exploitation des ressources énergétiques du bassin
du fleuve Congo/Zaire (point 7 de l'ordre du jour)

44. Un membre du secrétariat a axé la présentation de ce point sur quatre domaines principaux: évaluation des ressources énergétiques du bassin, offre et demande d'énergie; coopération et choix de développement en matière énergétique, proposition d'un programme d'action pour l'énergie dans le cadre de l'organisation intergouvernementale à créer.

45. Après avoir dressé l'inventaire des ressources du bassin, qui sont considérables, il a insisté sur la nécessité d'une coopération sous-régionale pour leur exploitation. A cet égard, il a préconisé la création de mécanismes servant les intérêts de l'ensemble des Etats membres. Il a ensuite donné les grandes lignes d'un programme d'action à court, moyen et long terme que la future organisation pourrait mener à bien.

46. Ce programme, qui porte sur les hydrocarbures, les combustibles solides, l'électricité et la formation, est axé entre autres sur les recommandations suivantes : accroître les capacités de raffinage et encourager la création de raffineries sous-régionales, mettre à jour l'inventaire des ressources du bassin, intensifier les recherches géologiques, élaborer, des plans directeurs du bassin, chercher à interconnecter les réseaux électriques tant au niveau national que sous-régional.

47. Concernant les modalités d'exécution de ce programme, le secrétariat a indiqué que celles-ci seront élaborées en fonction des conclusions et recommandations de la présente réunion.

48. Après cet exposé, les discussions ont porté sur certains points figurant dans le programme d'action, notamment la charge financière incombant aux Etats participants à l'aménagement du fleuve. Les problèmes relatifs à la politique énergétique et la place à donner à l'établissement d'une cellule chargée de la planification et de la coordination du secteur de l'énergie au niveau sous-régional.

49. Concernant le premier point, le secrétariat a indiqué que la charge financière incombant aux Etats sera fonction des infrastructures énergétiques à réaliser dans le bassin du Fleuve Congo/Zaire.

S'agissant de problèmes ayant trait à la planification et à l'établissement d'une cellule chargée de coordonner ce secteur au sein même de l'Organisation intergouvernementale à créer, le secrétariat a souligné que, même si certains d'entre eux sont déjà traités par d'autres organisations intergouvernementales telles que l'OBK, la CEPGL, l'UDEAC, la CEEAC, etc., ils seront également abordés lors de l'examen de l'opportunité de créer une organisation intergouvernementale pour l'aménagement et l'exploitation du bassin du fleuve Congo/Zaire.

50. En présentant le document TRANSCOM/151 au titre du point 8 de l'ordre du jour, un représentant du secrétariat a indiqué que ce document avait pour objet une double démarche préliminaire. En premier lieu il s'agissait de montrer quelles possibilités d'industrialisation multinationale existaient dans les pays riverains du fleuve Congo-Zaire. En second lieu, il était question d'identifier les domaines prioritaires dans lesquels ces possibilités pouvaient être exploitées pour mettre en place des industries motrices capables de contribuer de manière décisive au développement économique multisectoriel des pays concernés.

51. Il a souligné la contribution capitale et irremplaçable que l'industrie pouvait et devait apporter à la réalisation des objectifs fondamentaux de transformation structurelle des économies africaines, d'autonomie collective et d'autosuffisance alimentaire prescrits par le Plan d'action de Lagos, le Programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique, le Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique et le Programme des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique.

52. Néanmoins, compte tenu des objectifs ci-dessus ainsi que des contraintes liées notamment à l'insuffisance des ressources financières, il convenait d'accorder la priorité aux industries motrices servant d'appui à la production alimentaire et agricole et la fabrication des biens d'équipement: il s'agit de la sidérurgie et de l'industrie des engrais.

53. Il a précisé que les quelques usines sidérurgiques existant dans les pays du bassin avaient des capacités installées relativement faibles et qu'il n'existait pratiquement pas d'unité de production d'ammoniac et/ou d'acide phosphorique*. Il a donc préconisé l'élaboration d'un programme multinational de développement intégré de la sidérurgie et de l'industrie des engrais.

54. L'exposé du représentant du secrétariat n'a été suivi d'aucun débat. Néanmoins le représentant de la Zambie a communiqué au secrétariat une précision à savoir que son pays avait mis en place une usine de production d'ammoniac, d'urée et d'acide sulfurique.

Le développement de la pêche dans le bassin du fleuve Congo/Zaire
(point 9 de l'ordre du jour)

55. Présentant ce point, un membre du secrétariat a déclaré que les ressources halieutiques du bassin étaient encore mal cernées. La chute des rendements constatée ces cinq dernières années n'était pas encore bien comprise et un effort particulier de recherche et d'analyse devait être entrepris au niveau du bassin.

* Produits intermédiaires de base nécessaires à la production des engrais.

56. Depuis la fin des années 70, une entreprise de réhabilitation et de développement de l'aquaculture de nouvelles espèces qui peuvent représenter pour l'ensemble du bassin, à l'instar d'autres régions tropicales, une opportunité non négligeable de culture de rente.

57. Au cours des discussions qui ont suivi, la délégation congolaise a fait remarquer que cette étude concernant le développement des pêches et de l'aquaculture ne portait que sur le haut-bassin du Congo/Zaire et recommandée vivement qu'elle soit étendue à l'ensemble du Bassin. Il a été également reconnu la nécessité de créer un institut de recherche halieutique et aquacole du bassin ayant pour vocation le soutien en amont et la promotion du secteur dans le bassin.

58. Les participants ont souligné l'importance de l'aspect législatif dans le secteur. En effet, la conservation à un niveau élevé du potentiel de ressources naturelles renouvelables que constituent les ressources halieutiques passe par une harmonisation de la législation des pêches entre les différents pays du bassin. Une organisation comparable à celle existant dans les zones maritimes (golfe de Guinée en Afrique de l'Ouest, COPACE par exemple) devrait trouver sa place et sa justification dans le bassin du fleuve Congo/Zaire.

59. Concernant la portée de l'étude, le secrétariat de la CEA a indiqué qu'elle avait été limitée au haut bassin parce que le secrétariat n'a récemment entrepris qu'une étude concernant cette partie du bassin. La CEA ne voyait aucun inconvénient à ce que l'on élargisse cette étude à l'ensemble du bassin.

60. Sur la question de création d'une institution commune de recherche et d'harmonisation de la législation, il a indiqué qu'il appartiendra aux Etats d'entreprendre la décision.

61. Après avoir terminé de discuter les différents points de l'ordre du jour, la réunion a demandé que les Etats membres transmettent à leurs autorités respectives et compétentes les conclusions des présentes y compris les annexes.

62. La réunion a par ailleurs demandé à la CEA de faire figurer dans l'ordre du jour de la sixième réunion de la conférence des ministres des transports, des communications et de la planification, un point sur la création d'une autorité sur l'aménagement et la gestion du bassin du fleuve Congo/Zaire.

Examen des annexes 7.2 et 7.3

63. La réunion a eu à examiner les textes des annexes 7.2 et 7.3 tels qu'amendés par les délégations congolaise et centrafricaine.

64. Annexe 7.2 Projet de convention relative au statut du bassin du fleuve Cong/Zaire. Concernant ce texte, les participants ont apporté les amendements sur certains articles, mais ils ne sont pas parvenus à dégager un consensus sur les articles 4, 8 et 9 sur lesquels la délégation zairoise a fait des réserves.

65. Contrairement aux vœux exprimés par les autres délégations, la partie zairoise a indiqué qu'elle fournira ultérieurement les réserves qu'elle a sur l'article 4.

66. Sur l'article 3, les réserves de la délégation zairoise portaient sur le fond à savoir la nécessité d'une approbation préalable et obligatoire par les autres Etats intéressés quant à l'exécution des projets susceptibles de modifier d'une manière sensible les caractéristiques du régime du fleuve, ses conditions de navigabilité, d'exploitation agricole ou industrielle, etc.

67. Quant à l'article 9, le fond des réserves était l'opportunité de subordonner l'exécution des projets d'intérêt commun à l'établissement d'un accord spécial entre les Etats contractants directement intéressés.

Examen de l'annexe 7.3 relative à la convention portant
création de l'Autorité pour l'Aménagement du Bassin du Fleuve Congo/Zaire

68. Les participants ont eu à examiner le texte de l'annexe 7.3 tel que amendé par les délégations du Congo et de la République centrafricaine.

69. Ils ont porté des amendements sur ces articles et ont demandé à la CEA de compléter le texte par les articles nécessaires qui préciseraient les attributions de l'organe relatif au comité technique permanent.

Questions diverse (point 10 de l'ordre du jour)

Les participants n'ont soulevé sous ce point aucune question diverse.

Examen de recommandations et adoption du rapport (point 1 de l'ordre du jour)

Les participants ont adoptés après amendements les recommandations et le rapport de la réunion.

Clôture de la réunion (point 12 de l'ordre du jour)

Dans son allocution de clôture, le secrétaire d'Etat aux transports et communications a réitéré ses sentiments de pleine satisfaction pour l'appréciable travail accompli.

Il a indiqué qu'il a noté que certains problèmes soulevés n'ont pas eu de solutions, mais que le pas qui vient d'être franchi ouvre des perspectives certaines pouvant conduire à des décisions mutuelle avantageuses pour les Etats concernés. Il a ensuite félicité la CEA pour le travail accompli et a déclaré close la réunion.

RESOLUTION

La réunion intergouvernementale d'expert sur l'aménagement du bassin du fleuve Congo/Zaire

Ayant examiné le rapport sur l'aménagement et la mise en valeur du bassin du fleuve Congo/Zaire; E/ECA/TRANS/43 y compris ses annexes et la Convention portant création d'une Autorité pour l'aménagement du bassin;

Ayant amendé les annexes sur le statut du fleuve et la création d'une Autorité pour l'Aménagement du bassin;

Considérant la nécessité d'une coopération et d'une coordination dans le domaine des fleuves et lacs internationaux, comme stipulé dans la résolution 308 (XIII) de la Conférence des Ministres de la CEA sur les problèmes de mise en valeur des ressources en eau, et les directives du plan d'Action de Mar del Plata de mars 1977.

Décide que:

1. Les représentants des Etats membres ayant participé aux assises de Kinshasa du 12 au 16 novembre 1987 soumettent le rapport de la réunion et ses annexes à leurs Autorités et organes respectifs pour étude et décision;
2. La CEA face figurer à l'ordre du jour de la sixième session de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification un point portant sur la création d'une organisation intergouvernementale pour l'aménagement du bassin du fleuve Congo/Zaire, afin de permettre aux Etats membres intéressés de se prononcer.

RECOMMANDATION n°1

La réunion intergouvernementale d'experts sur l'aménagement du bassin du fleuve Congo/Zaire, tenue à Kinshasa (Zaire), du 12 au 16 novembre 1987

Ayant pris note des rapports suivants:

- Le développement des transports dans le bassin du Congo/Zaire;
- L'identification des principaux projets de transport de transit et de communication permettant de désenclaver le bassin;
- L'identification des projets prioritaires de gestion des ressources en eau et stabilisation des niveaux du lac Tanganyika;
- La mise en valeur et l'exploitation des ressources énergétiques du bassin;
- L'identification de domaines de coopération en matière industrielle;
- Le développement de la pêche dans le bassin du Congo/Zaire.

Convaincue

que les activités ci-dessus sont nécessaires au développement économique du bassin du fleuve Congo/Zaire;

Notant que la mise en oeuvre de ces activités nécessite une coopération et harmonisation au niveau sous-régional;

Recommande que chaque Etat membre, dans l'exécution de ses projets et programmes nationaux, prenne en compte l'intérêt des autres partenaires en vue de faciliter la coopération, la coordination et l'harmonisation au niveau sous-régional.

Recommande en outre que chaque Etat prenne des mesures appropriées en vue de l'exécution des projets susceptibles de bénéficier à d'autres partenaires, cela même avant la mise sur pied éventuelle d'une autorité du bassin du fleuve Congo/Zaire.

RECOMMANDATION n°2

La réunion intergouvernementale d'experts sur l'aménagement du bassin du fleuve Congo/Zaire, tenue à Kinshasa (Zaire) du 12 au 16 novembre 1987;

Ayant pris note du rapport sur le développement de la pêche dans le bassin du Congo/Zaire (Doc. TRANSCOM/134),

Considérant l'importance de cette activité dans le développement économique du bassin du fleuve Congo/Zaire,

Notant que le rapport présenté n'avait couvert que la partie du haut bassin Congo/Zaire,

Recommande qu'à l'occasion de la mise en place d'une organisation chargée de l'aménagement et de la gestion du bassin du fleuve Congo/Zaire:

- a) l'on élargisse l'étude entreprise dans le haut bassin du fleuve Congo/Zaire à l'ensemble de ce bassin, étude qui comprendrait la coordination et le développement de la recherche halieutique et aquacole.
- b) l'on fasse une étude sur l'harmonisation des législations nationales des pêches des pays intéressés par le bassin du fleuve Congo/Zaire.

MOTION DE REMERCIEMENT

La réunion intergouvernementale d'experts sur l'aménagement du bassin du fleuve Congo/Zaire, tenue à Kinshasa (Zaire) du 12 au 16 novembre 1987,

Considérant l'accueil chaleureux qui a été réservé au participants et les attentions particulières dont ils ont été l'objet de la part du Gouvernement du Zaire,

Convaincu de l'importance que le Gouvernement du Zaire accorde à la coopération sous-régionale,

Apprécie hautement l'hospitalité typiquement africaine et le cadre matériel qui leurs ont été offerts,

Se félicite des résultats obtenus au cours de la présente assise;

Exprime au Président de la République, le Maréchal Mobutu Sésé Seko, au Parti et au Gouvernement du Zaire ses sentiments de profondes gratitude et d'admiration pour la précieuse contribution;

Prie le Secrétaire d'Etat de bien vouloir transmettre la présente résolution à son Excellence le Président de la République du Zaire.

PROJET DE
CONVENTION RELATIVE AU STATUT
DU BASSIN FLEUVE CONGO/ZAIRE

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

- de la République populaire d'Angola;
- de la République du Burundi;
- de la République du Cameroun;
- de la République centrafricaine;
- de la République populaire du Congo;
- de la République rwandaise;
- de la République-Unie de Tanzanie;
- de la République du Zaïre;
- de la République de Zambie.

Vu l'Acte Général de la Conférence de Berlin du 26 février 1885, l'Acte Général et la Déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890, et la Convention de Saint-Germain en Laye du 10 septembre 1919.

Vu la Charte des Nations-Unies du 26 juin 1945;

Vu la Charte de l'Organisation de l'Unité africaine du 25 mai 1963;

Vu la Déclaration d'engagement de Monrovia (des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité africaine) de juillet 1979.

Vu le Plan d'Action et l'Acte final de Lagos d'avril 1980;

Considérant leur volonté commune d'accélérer le progrès économique et social de leurs peuples par la rationalisation de l'exploitation et la valorisation des ressources naturelles du Bassin du Fleuve Congo/Zaire.

Considérant que l'aménagement en commun du Fleuve Congo/Zaire et son exploitation intégrée offrent des perspectives de coopération économique féconde;

Résolus à promouvoir ensemble le développement économique et social et l'intégration de leurs économies dans le but d'accroître l'autodépendance collective de leurs pays et de favoriser un développement endogène et autoentretenu, sont convenu de ce qui suit:

Titre I - Définitions

Article 1 Le Fleuve d'Afrique centrale auquel l'Acte Général de Berlin du 26 février 1885, l'Acte Général et la Déclaration de Bruxelles juillet 1890, la Convention de Saint-Germain en Laye du 10 septembre 1919 ont donné le nom "Congo" fait l'objet de la présente Convention.

Son bassin est limité par les lignes de partage des eaux des bassins fluviaux adjacents conformément à la carte annexée à la présente Convention dont elle fait partie intégrante. Il comprend en conséquence tous les territoires drainés par le Fleuve, ses affluents, sous-affluents, lacs et issues, y compris le lac Tanganyika et ses tributaires orientaux.

Dans la présente Convention, le terme "Bassin du Fleuve Congo/Zaire" se limite aux fleuves, aux affluents, sous-affluents, lacs et issues ainsi qu'aux voies d'accès liées à ceux-ci, à l'exclusion des autres parties des territoires nationaux.

Ce Fleuve est appelé "Congo" en République Populaire du Congo, "Zaire" en République du Zaire et indifféremment "Congo" ou "Zaire" par les autres pays africains souverains, les deux noms désignant le même fleuve et faisant également foi. Au terme de la présente Convention, le fleuve "Congo" ou "Zaire" est ci-après dénommé le "Fleuve".

Article 2 Les Etats qui ont une portion de leur territoire national dans le bassin du fleuve sont:

- La République populaire d'Angola;
- La République du Burundi;
- La République du Cameroun;
- La République centrafricaine;
- La République du Congo;
- La République rwandaise;
- La République-Unie de Tanzanie;
- La République du Zaire;
- La République de Zambie.

Les Etats du bassin du fleuve signataires de la présente Convention sont ci-après dénommés Etats contractants.

Titre II

Article 3 Sur les territoires nationaux de la République populaire d'Angola, de la République centrafricaine, de la République populaire du Congo, de la République rwandaise, de la République de Zambie, de la République du Zaire, l'Acte Général de Berlin du 26 février 1885, l'Acte et la Déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890, et la Convention de Saint-Germain en Laye du 10 septembre 1919, sont et demeurent abrogés en ce qui concerne le bassin Fleuve Congo/Zaire.

Titre III - Principes

Article 4 Dans la limite de la présente Convention complétée par les dispositions internationales en la matière et des accords particuliers entre les Etats membres ainsi que par la réglementation nationale de ces Etats, le fleuve y compris ses affluents, sous-affluents, lacs, embranchements, issues, est déclaré zone internationale pour tous les Etats membres contractants à la présente Convention.

Article 5 Les Etats Contractants affirment solennellement leur volonté de développer entre eux une étroite coopération pour permettre l'exploitation rationnelle des ressources du bassin du Fleuve.

Article 6 Dans un premier temps, les Etats contractants se garantissent mutuellement la liberté de passage pour le trafic fluvial et lacustre de transit dans le respect des réglementations régionales et nationales.

Ils s'efforceront de parvenir à la liberté totale de navigation et à l'égalité de traitement des utilisateurs sur le fleuve, ses affluents, sous-affluents, lacs, embranchements et issues lorsque les conditions économiques le permettront et que les réglementations autorisant la circulation des personnes et des marchandises seront parfaitement définies.

Article 7 L'exploitation du bassin du fleuve Congo/Zaire, de ses affluents, et sous-affluents, concernant les domaines autres que le transport, est ouverte à chaque Etat contractant suivant les modalités définies par la présente convention.

Titre IV - Exploitation agricole et industrielle

Article 8 Les Etats contractants doivent être informés en temps utile de tout projet intéressant l'exploitation du Fleuve.

Tout projet susceptible de modifier d'une manière sensible les caractéristiques du régime du Fleuve, ses conditions de navigabilité d'exploitation agricole ou industrielle, l'état sanitaire des eaux, les caractéristiques biologiques de sa faune et de sa flore, son plan d'eau, l'environnement naturel du bassin versant, feraient l'objet de consultation entre les Etats contractants intéressés préalablement à son exécution.

Article 9 Tout ouvrage d'intérêt commun, qu'il soit réalisé par un ou plusieurs Etats, fera l'objet d'un accord spécial entre les Etats contractants directement intéressés qui définira avec précision ses conditions d'exécution et d'exploitation, ainsi que les engagements réciproques entre ces Etats.

Titre V - Navigation et transports

Article 10 -10.1- La navigation sur le fleuve, ses affluents, sous-affluents, lacs et issues est libre dans les biefs frontières ainsi que dans ceux reliant deux Etats au moins et passant à travers le territoire national d'un Etat contractant.

La navigation dans les biefs définis ci-dessous est ouverte aux flottes des Etats qui ont entre eux un bief commun navigable. Des conventions particulières entre les Etats, définiront par pavillon la répartition du trafic qui leur est attribué en fonction des ports de chargement et de déchargement ainsi que la répartition des taxes fluviales à verser aux services d'entretien des voies navigables et voies fluviales.

10.2 Dans les autres biefs la navigation est réglementée par chaque Etat.

Article 11 -11.1.- Les Etat contractants qui n'ont pas de bief navigable sur leur territoire tel que défini dans l'article 10 pourront, à leur demande bénéficier de conditions particulières de navigation qui seront précisées par une convention spéciale.

11.2 Les Etat enclavés non contractant pourront, sous réserve d'un accord préalable des Etats contractants intéressés, bénéficier de conditions particulières de navigation qui seront réglementées par des accords établies pour chaque Etat demandeur.

Article 12 Les bateaux de plaisance de toutes origines autres que celles définies aux articles 10 et 11 seront soumis à une réglementation commune qui sera approuvée par les Etats contractants.

Article 13 Les Etats contractants s'engagent à maintenir leurs secteurs actuellement navigables du Fleuve, de ses affluents et sous-affluents, lacs embranchements et issues en état de navigabilité, dans le cadre d'une réglementation harmonisée et approuvée par les Etats contractants.

Article 14 Les Etats contractants s'engagent à améliorer et à développer le réseau des voies navigables du bassin du fleuve. Un programme commun pour les biefs définis dans l'article 10.1 sera arrêté par les Etats contractants intéressés. Le mode de financement des travaux ou ouvrages d'établissement ou d'amélioration de la navigabilité des biefs définis dans l'article 10.1 qui peuvent être réalisés sur un site quelconque du fleuve, des ses affluents, sous-affluents, embranchements, issues, lacs ou canaux artificiels ainsi que les modalités d'entretien, d'exploitation et d'amortissement des ouvrages seront précisés par des conventions spéciales approuvées par les Etats contractants intéressés et incorporés au fur et à mesure dans le règlement d'exploitation visé à l'article 13.

Article 15 Les taxes et redevances auxquelles seront assujettis les bâtiments ou les marchandises utilisant le Fleuve, ses affluents, sous-affluents, lacs, embranchements, issues, ou leurs aménagements, y compris l'embouchure maritime, seront représentatives des services rendus à la navigation et n'auront aucun caractère discriminatoire.

Article 16 Les routes, chemins de fer, canaux latéraux ou de jonction, ouvrages à écluse, lacs artificiels qui sont ou seront établis dans le but spécial de suppléer à l'innavigabilité ou aux imperfections de la voie fluviale sur certaines sections du fleuve, des affluents, sous affluents, lacs, embranchements et issues, seront considérés, dans le cadre de Règlements spéciaux approuvés par les Etats contractants, comme des dépendances de la navigation fluviale, et seront de ce fait ouverts au trafic international des marchandises en transit. Il ne pourra être perçu sur ces routes, chemins de fer, canaux, ouvrages à écluse ou lacs artificiels que des péages calculés sur l'amortissement des coûts de construction, les dépenses d'entretien, de fonctionnement et d'administration et sur les bénéfices dus aux entrepreneurs.

Les taxes et redevances auxquelles seront assujetties les marchandises en transit international utilisant ces voies seront représentatives des services rendus et n'auront aucun caractère discriminatoire.

Article 17 Chaque Etat contractant assure la sécurité publique, la police fluviale et lacustre et les contrôles sanitaire sur les secteurs navigables qui sont sur son territoire, en facilitant autant que possible la circulation des navires et des marchandises.

Article 18 Chaque Etat contractant assure la sécurité de la navigation et son contrôle sur les secteurs navigables qui sont sur son territoire.

Un régime commun approuvé par les Etats contractants harmonisera et coordonnera les méthodes, mesures et équipements destinés à assurer la sécurité de la navigation et son contrôle, en facilitant autant que possible la circulation des navires et des marchandises.

Conformément aux dispositions de l'article 13, le régime commun sus-visé et la standardisation des méthodes, mesures et équipements, auront pour objectif l'intégration par étapes du système de sécurité et de contrôle de la navigation entre les Etats contractants.

Article 19 Les dispositions générales prévues pour la navigation sont applicables au flottage du bois en grumes.

Une convention spéciale approuvée par les Etats contractants précisera les conditions particulières de flottage du bois sur les voies navigables du bassin du Fleuve.

Titre VI - Environnement

Article 20 L'aménagement du bassin du Fleuve et l'exploitation de ses ressources naturelles devront respecter ou améliorer autant que possible les équilibres physiques et biologiques naturels.

Dans l'application du Titre IV - article 8 et 9 de la présente Convention, les Etats contractants s'engagent individuellement et collectivement à protéger et à améliorer le mieux possible l'environnement du bassin et de sa zone d'influence climatique.

Article 21 Une convention spéciale approuvée par les Etats contractants définira les règles communes de protection de l'environnement que chaque Etat s'engagera à appliquer sur la partie du bassin se trouvant sur son territoire national. Ces règles de protection concerneront notamment le couvert végétal, et la faune halieutique, la protection des aires de drainage des hauts bassins, la protection contre l'érosion et les inondations.

Article 22 Les Etats contractants s'engagent à coordonner étroitement leurs programmes et actions de protection et d'amélioration de l'environnement, et à se prêter mutuellement assistance pour le contrôle et la protection de l'environnement.

Article 23 En tant que de besoin, des programmes d'études et de travaux de réhabilitation ou d'amélioration de l'environnement seront entrepris en commun par les Etats contractants, notamment lorsque l'exploitation de certaines ressources naturelles, ou l'occurrence de certains phénomènes naturels, entraînent ou peuvent entraîner des dégradations du régime des eaux dans le réseau fluvial et lacustre du bassin.

Titre VII - Utilisation des eaux

Article 24 Au termes de la présente convention, l'expression "Utilisation des eaux" signifie "consommation des eaux", c'est-à-dire prélèvement d'eau des cours d'eau du bassin sans restitution de cette eau au cours d'eau du bassin, ou la différence entre le volume d'eau prélevé et le volume d'eau restitué.

Article 25 Chaque Etat contractant a le droit d'utiliser les eaux du bassin du Fleuve sur son territoire national.

Le droit d'utilisation des eaux est limité pour chaque Etat contractant par le droit d'utilisation des eaux des autres Etats contractants.

Article 26 En tant que de besoin, les Etats contractants intéressés élaboreront et approuveront une convention particulière qui définira le droit des parties à l'utilisation des eaux, sur la base des principes du droit international et des règles d'Helsinki du 20 août 1966 relatives à l'utilisation équitable des eaux d'un bassin de drainage international.

Titre VIII - Application

Article 27 Les Etats contractants conviennent qu'ils créeront un organisme commun de coopération qui sera chargé de l'application de la présente convention, de promouvoir et de coordonner les études et travaux de mise en valeur du Fleuve, de ses affluents, sous-affluents, lacs, embranchements et issues.

Article 28 Le Statut de cet organisme commun, sa structure, ses conditions de fonctionnement, ainsi que les pouvoirs que les Etats contractants délèguent au responsable de cet organisme dans le cadre de l'application de la présente convention et de l'aménagement général du bassin du Fleuve, feront l'objet d'une convention particulière.

Titre IX - Dispositions diverses

Article 29 La présente convention sera soumise à la ratification de chaque Etat contractant conformément à ses formes constitutionnelles propres, les instruments de ratification seront déposés auprès de la CEA qui en notifiera le dépôt à chaque Etat contractant.

Article 30 La présente convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire, à dater du dépôt de sa ratification, et dès ce moment cet Etat contractant sera lié vis-à-vis des autres Etats contractants ayant déjà procédé au dépôt de leurs ratifications.

Tout Etat du bassin du Fleuve peut adhérer à la présente Convention. A cet effet, il devra adresser une demande écrite à la CEA dépositaire des instruments de ratification, qui en saisira les autres Etats contractants.

Article 32 La présente convention peut être dénoncée par l'un des Etats contractants après l'expiration d'un délai de 25 ans, à partir de son entrée en vigueur. La dénonciation sera faite sous forme de notification écrite adressée au dépositaire des instruments de ratification, qui en informera les autres Etats contractants. Elle prendra effet après un délai d'un an, et ne portera pas atteinte, à moins d'accord contraire, à des engagements antérieurs à la notification.

Article 33 A tout différend qui surgirait entre les Etats contractants, quant à l'interprétation ou l'application de la présente convention, sera résolu par la conciliation ou la médiation. A défaut d'accord, les Etats contractants devront saisir la Commission de conciliation et d'arbitrage de l'Organisation de l'Unité Africaine. En dernier recours, ils saisiront la Cour Internationale de Justice de la Haye.

En cas d'urgence, l'organisme commun visé à l'article 27 prendra toutes les mesures conservatoires destinées notamment à sauvegarder les principes adoptés dans la convention en attendant la solution du différend.

Article 34 La présente convention sera adressée pour enregistrement au Secrétaire général des Nations-Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations-Unies, et au Secrétaire général de l'Organisation de l'Unité Africaine.

En foi de quoi, nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement de la République Populaire d'Angola, de la République du Burundi, de la République du Cameroun, de la République centrafricaine, de la République populaire du Congo, de la République rwandaise, de la République-Unie de Tanzanie, de la République du Zaïre, de la République de Zambie, signons la présente Convention le.....19....., enexemplaires en langue française,.....exemplaires en langue portugaise,.....exemplaires en langue anglaise, les exemplaires en chacune des trois langues faisant églement foi.

Le Président de la République Populaire d'Angola
Le Président de la République du Burundi
Le Président de la République-Unie du Cameroun
Le Président de la République centrafricaine
Le Président de la République Populaire du Congo
Le Président de la République du Rwanda
Le Président de la République-Unie de Tanzanie
Le Président de la République du Zaïre
Le Président de la République de Zambie

**CONVENTION PORTANT CREATION DE L'AUTORITE
POUR L'AMENAGEMENT DU BASSIN DU FLEUVE CONGO/ZAIRE**

Titre I - Préambule

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement:

- de la République Populaire d'Angola;
- de la République du Burundi;
- de la République du Cameroun;
- de la République centrafricaine;
- de la République Populaire du Congo;
- de la République du Rwanda;
- de la République-Unie de Tanzanie;
- de la République du Zaïre;
- de la République de Zambie.

Vu la Charte des Nations Unies du 26 juin 1945;

Vu la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine du 25 mai 1963;

Vu la Convention internationale relative au Statut du Fleuve, notamment en ses Articles 27 et 28;

Décidés à promouvoir et à intensifier la coopération et les échanges économiques entre leurs Etats, et à promouvoir en commun l'aménagement du bassin fleuve et l'exploitation de ses ressources;

Résolus à maintenir et à renforcer entre leurs Etats les conditions favorables à la réalisation de ces objectifs; et à surmonter à cette fin tous les obstacles, sont convenus de ce qui suit:

Titre II - But de l'Organisation

Article 1 Il est créée une organisation commune de coopération pour l'aménagement du fleuve, et pour l'exploitation rationnelle des ressources naturelles de son bassin, dénommée "Autorité" (Internationale) pour l'Aménagement du Bassin du fleuve Congo/Zaire, en abrégé "A.B.F.".

Article 2 Le siège de l'Organisation est fixé à Il peut être transféré en tout autre lieu par décision des Chefs d'Etat et de Gouvernements des pays membres.

Article 4 Cette Autorité doit travailler en collaboration et coopération avec les organismes nationaux ou régionaux embrassant des domaines de coopération différents, plus vastes ou plus spécialisées.

Titre III Organes permanents et attributions

Article 5 Les organes permanents de l'Autorité internationale pour l'Aménagement du Bassin du Fleuve sont:

- Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernements;

- Le Conseil des Ministres;
- La Commission d'experts;
- Le Secrétaire général.

Il peut être créé tout autre organe jugé nécessaire à la réalisation des objectifs de l'Autorité.

Article 6 La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement est l'instance suprême de l'Organisation. Elle définit la politique de coopération et de développement de l'Autorité. Elle prend les décisions concernant la politique économique générale de l'Autorité.

Article 7 La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Autorité se réunit en session ordinaire une fois tous les deux ans. Elle peut se réunir en session extraordinaire à l'initiative de son Président ou à la demande d'un tiers des Etats membres. Elle prend ses décisions à l'unanimité de ses membres présents ou représentés.

Article 8 Les décisions adoptées par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement seront observées par tous les Etats membres.

Article 9 La Présidence de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement est assurée à tour de rôle et pour une durée de 2 ans par chacun des Chefs d'Etat et de Gouvernement, dans l'ordre alphabétique des noms des pays membres.

Article 10 Le Conseil de Ministres est l'Organe de conception et de contrôle de l'Autorité. Il élabore la politique d'aménagement du fleuve et de la mise en valeur de ses ressources, de coopération entre les Etats contractants. Il est composé de Ministres à raison d'un par Etat membre. Les programmes d'aménagement intéressant un ou plusieurs Etats membres doivent être approuvés par le Conseil des Ministres de l'Autorité avant tout début d'exécution.

Le Conseil des Ministres définit les opérations prioritaires d'aménagement du fleuve de ses affluents, sous-affluents, lacs, embranchements et issues. Il définit les programmes communes de développement des ressources naturelles du bassin, et toutes activités communes liées à l'application de la convention relative au Statut du Fleuve.

Article 11 Il fixe les contributions des Etats membres au financement du budget de fonctionnement et des opérations d'études, de travaux, de l'Autorité dont il approuve les budgets.

Les décisions du Conseil des Ministres de l'Autorité ont force obligatoire pour les Etats membres.

Article 12 La Présidence du Conseil des Ministres de l'Autorité est assurée à tour de rôle et pour deux ans par l'Etat membre qui, dans l'ordre alphabétique, suit le pays assurant la présidence de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Article 13 Le Conseil des Ministres de l'Autorité se réunit en session ordinaire une fois par an, sur convocation de son Président; et en session extraordinaire à la demande d'un tiers des Etats membres.

Le Président du Conseil des Ministres est tenu de convoquer et de présider les sessions ordinaires et extraordinaires.

Les décisions du Conseil des Ministres sont prises par consensus des Etats membres présents.

Les réunions peuvent se tenir successivement dans chacun des Etats membres.

Article 14 Entre deux sessions du Conseil des Ministres, le Président du Conseil des Ministres représente l'Autorité.

Article 15 Il prend toute décision du niveau de son ressort, dans le respect des directives du Conseil des Ministres et dans la limite des pouvoirs qui lui sont légués.

Article 16

Le Comité des experts est composé de représentants désignés par les Etats membres. Ces représentants peuvent être assistés par des conseillers. Le Comité est habilité à créer les sous-comités qu'il juge nécessaires à l'exécution de son mandat et à arrêter la composition de ces sous-comités.

Le Comité:

- a) veille à l'application des dispositions de la Convention sur le statut du bassin du fleuve Congo/Zaire et de la Convention portant création de l'Autorité pour l'aménagement du bassin du fleuve Congo/Zaire;
- b) aux fins du paragraphe a) ci-dessus, peut demander au Secrétaire général de mener des activités et des enquêtes spécifiques, puis de faire rapport au Comité;
- c) examine les projets élaborés par les Etats en vue de l'aménagement du bassin du fleuve Congo/Zaire et les soumet avec avis motivé au Conseil des Ministres de l'Autorité.
- d) soumet de temps en temps au Conseil des ministres soit de sa propre initiative soit à la demande du Conseil, des rapports et des recommandations concernant l'application des conventions relatives au bassin du fleuve Congo/Zaire;
- e) sous réserves de toute directive que peut donner le Conseil des ministres, se réunit aussi souvent que nécessaire pour l'exécution convenable de ses tâches et détermine ses règles de procédure.

Article 17

Le Secrétariat Général de l'Autorité est dirigé par un Secrétaire Général nommé par les Chefs d'Etat et de Gouvernement pour une période de 4 ans renouvelable une seule fois, sur proposition du Conseil des Ministres. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes conditions.

Le Secrétariat Général est l'Organe d'exécution de l'Organisation. Il applique les décisions du Conseil des Ministres de l'Autorité et rend compte régulièrement de l'exécution de ces décisions, et de toute initiative qu'il est appelé à prendre dans le cadre des directives données par le Conseil des Ministres et par son Président.

L'organigramme du Secrétariat Général et ses amendements doivent être approuvés par le Conseil des Ministres lors de ses assises.

Article 17 Sur le territoire des Etats membres, le Secrétariat jouit des (privilèges et) immunités diplomatiques.

Article 18

Le Secrétaire Général de l'Autorité est responsables de la gestion du personnel et des biens de l'Autorité. Il est l'ordonnateur des opérations financières de l'Autorité, notamment de son budget de fonctionnement, de ses budgets d'Etudes et de travaux.

Sous réserve des dispositions de l'Article 16, le personnel de l'Autorité, qui est placé sous les ordres du Secrétaire Général, est recruté et licencié par lui.

Article 19

Le Secrétaire Général est responsable devant le Conseil des Ministres auquel il rend compte de sa gestion et des activités du Secrétariat Général. Entre deux sessions du Conseil des Ministres il est placé sous l'autorité du Président du Conseil des Ministres.

Article 20

Le Secrétariat Général est chargé de rassembler les données de base intéressant le bassin du Fleuve Congo/Zaire sur le territoire des Etats membres, de soumettre au Conseil des Ministres des programmes communs d'études et de travaux pour la mise en valeur coordonnée et l'exploitation rationnelle de ses ressources.

Il examine les projets élaborés par les Etats en vue de l'aménagement du bassin du Fleuve Congo/Zaire et les soumet avec avis motivé au Conseil des Ministres de l'Autorité.

Article 21

Il peut être chargé par un ou plusieurs Etats membres de l'exécution d'études, de recherches de financement et de contrôles de travaux relatifs à l'aménagement du Fleuve.

Article 22

Le Président du Conseil des Ministres de l'Autorité représente les Etats membres dans leurs relations avec les institutions d'aide internationale ou de coopération bilatérale en ce qui concerne les projets régionaux relatifs au bassin du Fleuve Congo/Zaire.

A ce titre et conformément à l'article 14 ci-dessus, il est habilité à négocier et à traiter, dans les limites des pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil des Ministres, au nom de tous les Etats membres de l'Autorité.

Titre IV Budget et ressources

Article 23

Le budget de fonctionnement, les budgets d'études et de travaux de l'Autorité sont alimentés par les Etats membres et par toutes autres ressources intérieures ou extérieures arrêtées par le Conseil des Ministres.

Article 24 Pour la réalisation de sa mission, l'Autorité peut recevoir des dons, souscrire à des emprunts et faire appel à toute assistance technique.

Titre V Disposition diverses

Article 25 Tout Etat Riverain non contractant du bassin du Fleuve Congo/Zaire peut adhérer à l'Autorité, à cet effet, il devra adresser une demande écrite à la CEA dépositaire des instruments de ratification qui en saisira les autres Etats membres.

Article 26 Tout différend qui pourrait surgir entre les Etats membres relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention sera résolu par la conciliation et la médiation. A défaut d'accord les Etats membres devront saisir la Commission de Conciliation et d'Arbitrage de l'Organisation de l'Unité Africaine. En dernier recours, les Etats membres saisiront la Cour Internationale de Justice de la Haye.

Article 27 Tout Etat membre qui désire se retirer de l'Autorité en informe par écrit le Président de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui en fera immédiatement notification aux autres Etats membres.

Le présent statut cesse de s'appliquer à cet Etat dans un délai d'un an à compter de la date de notification sans préjudice des obligations résultant l'engagement antérieurs.

Le retrait d'un Etat membre n'entraîne pas la dissolution de l'Organisation.

Article 28 L'Organisation peut être dissoute à la demande d'au moins deux tiers des Etats membres.

Article 29 La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement prononce la dissolution à la majorité des Etats membres et arrête les modalités de dévolution des biens de l'Organisation.

Article 30 La présente Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire, à dater du dépôt de sa ratification, et dès ce moment cet Etat contractant sera lié vis-à-vis des autres Etats contractants ayant déjà procédé au dépôt de leur ratification.

Les instruments de ratification seront déposés auprès de la CEA qui en informera les autres Etats membres.

Article 31 La révision de la présente Convention peut être demandé à toute époque par l'un des Etats contractants. La demande de révision devra être adressée par écrit à la CEA dépositaire des instruments de ratification, qui en saisira les autres Etats contractants.

Article 32 La présente Convention sera adressé pour enregistrement au Secrétariat Général des Nations-Unies lors de son entrée en vigueur, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations-Unies, et au Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine.

En foi de quoi, nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement de la République Populaire d'Angola, de la République du Burundi, de la République-Unie du Cameroun, de la République Centrafricaine, de la République populaire du Congo, de la République du Rwanda, de la République-Unie de Tanzanie, de la République du Zaïre, de la République de Zambie, signons la présente Convention le.....19.....à.....exemplaires en langue française;.....exemplaires en langue portugaise,exemplaires en langue anglaise, les exemplaires en chacune des trois langues faisant également foi.

Le Président de la République Populaire d'Angola.....
Le Président de la République du Burundi.....
Le Président de la République du Cameroun.....
Le Président de la République Centrafricaine.....
Le Président de la République Populaire du Congo.....
Le Président de la République Rwandaise.....
Le Président de la République-Unie de Tanzanie.....
Le Président de la République du Zaïre.....
Le Président de la République de Zambie.....